

|   |  |
|---|--|
| <b>Cahier des Clauses<br/>Particulières</b><br><br><b>(C.C.P)</b> | <b>MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES</b><br><br><b>PROCEDURE ADAPTEE</b><br><br><b>Consultation GH10_2025_037</b><br><br><b>ACHAT D'UN DISPOSITIF ROBOTISE DE REEDUCATION DU MEMBRE SUPERIEUR<br/>POUR L'HOPITAL MARITIME DE BERCK</b><br><br><b>MARCHE N° 2025_010_DE_09_037</b> |
|---|--|

## SOMMAIRE

### **ARTICLE 1- IDENTIFICATION DES INTERVENANTS 5**

- 1.1 - MAITRE D'OUVRAGE 5
- 1.2 - COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS 5

### **ARTICLE 2- DISPOSITIONS GENERALES 5**

- 2.1 - OBJET DU MARCHE 5
- 2.2 - DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE - PROLONGATION 5
  - 2.2.1 – DUREE DU MARCHE 5
  - 2.2.2 – DELAIS D'EXECUTION 5
  - 2.2.3 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTIONS 5
- 2.3 - FORME DU MARCHE 5
- 2.4 - LIEUX D'EXECUTION ET VISITE DU SITE 5
- 2.5 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE 6
- 2.6 - REPARATION DES DOMMAGES 6
- 2.7 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE 6

### **ARTICLE 3- CADRE JURIDIQUE DU MARCHE 6**

- 3.1 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE 6
- 3.2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE 7

### **ARTICLE 4- MODIFICATION DU MARCHE 7**

### **ARTICLE 5- DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU DISPOSITIF 7**

### **ARTICLE 6- EXECUTION DU MARCHE 8**

### **ARTICLE 7- CERTIFICATS 9**

2

|   |           |
|---|-----------|
| <b>ARTICLE 8- OBLIGATIONS CONFIDENTIALITE</b>                   | <b>9</b>  |
| <b>ARTICLE 9- ACCES AUX LOCAUX</b>                              | <b>11</b> |
| <b>ARTICLE 10- DISPOSITIONS FINANCIERES</b>                     | <b>11</b> |
| 10.1 - CONTENU DES PRIX   | 11        |
| 10.2 - REGLEMENT DES PRESTATIONS – ACOMPTE                      | 11        |
| 10.3 - REVISION DES PRIX  | 11        |
| 10.4 - FACTURATION  | 11        |
| 10.5 - MODALITES DE PAIEMENT                                    | 13        |
| 10.6 - SOUS-TRAITANCE   | 13        |
| 10.7 - AVANCE   | 14        |
| 10.8 - RETENUE DE GARANTIE                                      | 14        |
| <b>ARTICLE 11 - PENALITES</b>                                   | <b>14</b> |
| <b>ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b> | <b>14</b> |
| <b>ARTICLE 13 - GARANTIE ET ASSURANCE</b>                       | <b>14</b> |
| 13.1 - GARANTIE CONTRACTUELLE                                   | 14        |
| 13.2 - ASSURANCE  | 14        |
| <b>ARTICLE 14- RESILIATION</b>                                  | <b>15</b> |
| <b>ARTICLE 15 - LANGUE</b>                                      | <b>15</b> |
| <b>ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES</b>                       | <b>15</b> |
| <b>ARTICLE 15 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>           | <b>16</b> |



## **ARTICLE 1- IDENTIFICATION DES INTERVENANTS**

### **1.1 - Maitre d'ouvrage**

GHU AP-HP. Université Paris-Saclay  
78 rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin Bicêtre  
Courriel : [servicemarches.gh10.bct@aphp.fr](mailto:servicemarches.gh10.bct@aphp.fr)

### **1.2 - Comptable public assignataire des paiements**

Monsieur le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

## **ARTICLE 2- DISPOSITIONS GENERALES**

### **2.1 - Objet du marché**

Le marché a pour objet l'achat d'un dispositif de rééducation robotisé du membre supérieur pour l'hôpital maritime de Berck.

La description technique détaillée figure dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

### **2.2 - Durée du marché – délais d'exécution du marché - prolongation**

#### **2.2.1 – Durée du marché**

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification au titulaire et prendra fin à la date de paiement des prestations par le pouvoir adjudicateur (hors périodes de garanties).

#### **2.2.2 – Délais d'exécution**

Le délai d'exécution n'est pas imposé par le pouvoir adjudicateur. Il est indiqué par le titulaire dans son offre. Toutefois, la date de livraison ne doit pas être supérieure à 6 mois à compter à la date de notification du marché au titulaire.

La date de livraison sur laquelle le prestataire s'engage figure à l'acte d'engagement (AE) du marché.

#### **2.2.3 – Prolongation des délais d'exécutions**

L'article 13.3 du CCAG-fournitures courantes et services s'applique en matière de prolongation des délais.

### **2.3 - Forme du marché**

Il s'agit d'un marché public passé à lot unique sans tranche.

Les variantes ne sont pas acceptées.

### **2.4 - Lieux d'exécution et visite du site**

Les prestations seront effectuées au sein de l'Hôpital maritime de Berck, sise rue Docteur Victor Ménard à Berck (62600).

## **2.5 - Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

## **2.6 - Réparation des dommages**

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## **2.7 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## **ARTICLE 3- CADRE JURIDIQUE DU MARCHÉ**

### **3.1 - Procédure de passation du marché**

La procédure applicable est une procédure adaptée, passée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

### **3.2 - Pièces contractuelles du marché**

Les pièces, qui régissent la réalisation des prestations, sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction dans le contenu des pièces, cet ordre prévaut.

Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
2. Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
3. L'offre technique de l'attributaire.

Les pièces de portée générale comme tout nouveau texte législatif ou réglementaire sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes au dossier de la consultation.

Le Titulaire est réputé connaître tous les textes encadrant la mission.

Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé par les stipulations des pièces particulières, le marché sera régi par :

- Le code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

## **ARTICLE 4- MODIFICATION DU MARCHE**

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles prestations ;
- En cas de forte hausse des prix des matières premières nécessaires à la bonne exécution des prestations prescrites dans les pièces particulières du marché et pouvant conduire à des difficultés d'exécution de la part du titulaire ;
- En cas de changement de dénomination sociale du Titulaire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par courrier recommandé.

## **ARTICLE 5- DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU DISPOSITIF**

Le titulaire devra fournir, conformément aux stipulations des pièces contractuelles du présent marché, un dispositif de rééducation robotisé présentant, a minima, les caractéristiques techniques suivantes :

- **Dispositif de rééducation** : doté des capacités neuromotrices, associé à un exosquelette sophistiqué et instrumenté pour soutenir et mobiliser le membre supérieur. Ce dispositif facilite les mouvements actifs du patient à travers des tâches spécifiques ou des jeux interactifs, permettant un auto-entraînement motivant avec un feedback de performance en temps réel.

- **Orthèse biomécanique réversible droite / gauche** : instrumentée de capteurs adapté à une population pédiatrique et adulte. Elle doit être :
  - Ajustable à la morphologie du patient
  - Contrebalancée de façon réglable au poids du membre ( deux systèmes de compensation gravitaire (Bras et avant-bras))
  - Dotée de 5° de liberté répartis sur l'épaule, le coude et le poignet
  - Avoir un volume de travail réglable aux capacités du patient en 3D
  - Equipée d'un capteur de force de préhension
  - Fournie avec 2 ancillaires d'avant-bras (un droit et un gauche)
- **Statif stabilisé** : Accessible en fauteuil roulant comprenant :
  - Une colonne télescopique électrique ajustable à la taille du patient
  - Des tablettes supports pour l'informatique (PC) et pour l'écran LCD 19"
  - Un module d'alimentation électrique (115/220V avec transformateur d'isolement)
- **PC dédié** : Incluant les fonctionnalités suivantes :
  - Gestion fichier patient et base de données
  - Bibliothèque de logiciel d'exercice en biofeedback virtuel à niveau de difficulté ajustable
  - Protocoles d'évaluation
  - Rapports d'exercices et de progrès
  - Fonction export de dossiers et de rapports compatibles Excel

## **ARTICLE 6- EXECUTION DU MARCHE**

### Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature



à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

#### Livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

### **ARTICLE 7- CERTIFICATS**

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que le GHU PARIS SACLAY n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

### **ARTICLE 8- OBLIGATIONS CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du GHU PARIS SACLAY, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques du GHU PARIS SACLAY conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information du GHU PARIS SACLAY, sans l'accord du GHU PARIS SACLAY, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par le GHU PARIS SACLAY qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par le GHU PARIS SACLAY à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par le GHU PARIS SACLAY ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de le GHU PARIS SACLAY est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par le GHU PARIS SACLAY sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de le GHU PARIS SACLAY ,qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis du GHU PARIS SACLAY de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai le GHU PARIS SACLAY de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

Le GHU PARIS SACLAY se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le GHU PARIS SACLAY se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le GHU PARIS SACLAY pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

#### **ARTICLE 9- ACCES AUX LOCAUX**

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

#### **ARTICLE 10- DISPOSITIONS FINANCIERES**

##### **10.1 - Contenu des prix**

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire. Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

##### **10.2 - Règlement des prestations – acompte**

Le paiement des prestations se fera à la validation du service fait par le pouvoir adjudicateur.

##### **10.3 - Révision des prix**

Le présent marché est conclu à prix ferme. S'agissant d'un marché de fournitures courantes, les prix du marché ne font pas l'objet d'une actualisation.

##### **10.4 - Facturation**

Conformément à l'article L. 2192- 1 du Code de la commande publique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous forme électronique.

Les factures électroniques seront transmises par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

- ✓ Avec le n° de SIRET suivant : **267 500 452 00755**
- ✓ Et le code service suivant :
- ✓ Berck : 009

Les factures doivent comporter obligatoirement :

- ✓ le numéro du bon de commande
- ✓ l'état d'avancement de la prestation
- ✓ La mention « Facture » ;
- ✓ Le numéro d'ordre de la facture ;
- ✓ Nom et adresse du créancier ;
- ✓ Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- ✓ Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- ✓ Le Code APE ;
- ✓ La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- ✓ Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- ✓ Le taux et le montant des taxes ;
- ✓ Le montant total des fournitures livrées TTC ;
- ✓ Le n° du bon de commande ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- ✓ Le n° de Siret de l'APHP : **267 500 452 00755** ;
- ✓ Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- ✓ Le numéro de marché ;

- ✓ Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.
- ✓ Si elle est établie dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, la société titulaire devra impérativement faire figurer, sur chaque facture, le numéro individuel d'identification pour les opérations intracommunautaires du GHU Paris Saclay : FR95267500452.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

### **10.5 - Modalités de paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du CCAG-Fournitures courantes et services.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande publique, le délai maximum de paiement est de cinquante (50) jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Pouvoir Adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

### **10.6 - Sous-traitance**

#### **10.6.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'administration et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant conformément à l'article L21932 du code de la Commande Publique.

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, et de permettre la mise en place du paiement direct, le titulaire qui souhaiterait en cours d'exécution du marché avoir recours à un sous-traitant en cas d'impérieuse nécessité, remet à l'administration une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations envisagées pour le sous-traitant
- le nom ou la raison sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé
- le compte bancaire, ou trésor public à créditer

L'acceptation du sous-traitant par l'administration et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial de sous-traitance. Seule une sous-traitance de niveau un sera acceptée.

#### **10.6.2 Modalités de paiement direct**

Les paiements à faire au sous-traitant sont effectués sur la base des pièces justificatives revêtues à l'acceptation du titulaire du marché et transmises par celui-ci.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

#### **10.7 - Avance**

Aucune avance n'est accordée pour ce marché.

#### **10.8 - Retenue de garantie**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

### **ARTICLE 11 - PENALITES**

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité de 150 euros HT par jour de retard.

L'application des pénalités ne délie pas le prestataire de réaliser ses prestations conformément aux stipulations des pièces particulières du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-Fournitures courantes et services, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

### **ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-Fournitures courantes et services s'appliquent au présent marché.

### **ARTICLE 13 - GARANTIE ET ASSURANCE**

#### **13.1 - Garantie contractuelle**

Le dispositif de rééducation sera couvert par une garantie constructeur minimale de 1 an (pièces, main d'œuvre et déplacements compris), à compter de la date d'effet de la réception.

Le délai de garantie étant un critère d'évaluation, celui-ci devra être indiqué dans l'acte d'engagement et deviendra contractuel dès la notification du marché.

#### **13.2 - Assurance**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Attestations : Le titulaire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché. À tout moment durant l'exécution du

marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### **ARTICLE 14- RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

##### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services,
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services. C.C.A.P.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

#### **ARTICLE 15 - LANGUE**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

#### **ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES**

Si un différend survient à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable.

En cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, le Tribunal Administratif compétent sera celui de Melun dont l'adresse est la suivante :

**Tribunal administratif de Melun**  
43 Rue du Général de Gaulle  
77000 Melun

## ARTICLE 15 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge :

| Par son article | A l'article du CCAG-FCS | OBJET                 |
|-----------------|-------------------------|-----------------------|
| 3.2             | 4                       | Pièces contractuelles |
| 11              | 14                      | Pénalité              |
| 10.3            | 10                      | Révision des prix     |

Date,

Signature et cachet commercial de la société, précédé de la mention « lu et approuvé »